Le CPJ appelle à la libération d'un journaliste burundais emprisonné

@rib News, 09/12/2010Bujumbura, le 9 dÃ©cembre 2010 - Le ComitÃ© pour la protection des journalistes (CPJ) a appelÃ© aujourd'hui Ã la libÃ©ration du journaliste Jean-Claude Kavumbagu, aprÃ¨s lui avoir rendu visite Ã la prison de Bujumbura, la capitale burundaise. Le CPJ a lancÃ© cet appel lors d'une confÃ©rence de presse marquant la fin d'une mission de quatre jours au Burundi.Robert Mahoney et Tom Rhodes, respectivement directeur adjoint et consultant pour l'Afrique de l'Est du CPJ, se sont entretenus mercredi pendant plus d'une heure avec M. Kavumbagu, directeur de publication du site Web d'informations Net Press, Ã la prison de Mpimba. Le mÃªme jour, la dÃ©lÃ©gation du CPJ a plaidÃ© pour la libÃ©ration immÃ©diate du journaliste lors de ses rencontres avec le premier vice-prÃ©sident de la RÃ©publique du Burundi, ThÃ©rence Sinunguruza, et le ministre de l'Information, Concilie Nibigira.
M. Kavumbagu, le seul journaliste en ligne emprisonnÃ© en Afrique sub-saharienne, a racontÃ© Ã la dÃ©lÃ©gation du CPJ son calvaire en prison, depuis son arrestation par la police le 17 juillet dernier et son inculpation pour trahison pour un article sans signature qui a mis en doute la capacitÃ© des forces armÃ©es burundaises Ã assurer la sÃ©curitÃ© nationale. Il avait l'air maigre et avait les traits tirÃ©s.Â« L'affaire Jean-Claude Kavumbagu est mal traitÃ©e depuis le dÃ©but Â», a dÃ©clarÃ© M. Mahoney. Â«Â Il a Ã©tÃ© accusÃ© de Â« trahison en temps de guerre Â», cependant, mÃªme le procureur a reconnu devant la cour que le Burundi n'est pas en guerre. Il devrait Ãªtre libÃ©rÃ© immÃ©diatement et cette fausse accusation levÃ©eÂ Â», a-t-il martelÃ©. L'article de Net Press est paru le lendemain d'un double attentat Ã la bombe meurtrier dans l'Ouganda voisin, revendiquÃ© par lesÂ islamistes radicaux somaliens shebab. Les insurgÃ©sÂ ont menacÃ© que d'autres attaques seraient perpÃ©trÃ©es contre l'Ouganda et le Burundi si ces Ã‰tats ne retirent pas leurs troupes de maintien de la paix dÃ©ployÃ©es Ã Mogadiscio, selon des mÃ©dias. L'article en question a mis en doute la capacitÃ© des forces de sÃ©curitÃ© burundaises Ã empÃªcher des attentats similaires dans leur pays.L'accusation de trahison en vertu de l'article 570 du code pÃ©nal burundais prÃ©voit la rÃ©clusion Ã perpÃ©tuitÃ©, mais elle n'est applicable qu'en temps guerre.Â«Â Les accusations sont complÃ¨tement politisÃ©esÂ Â», a dÃ©clarÃ© M. Kavumbagu au CPJ, soulignant qu'il est puni pour plus d'une dÃ©cennie de reportages et de commentaires critiques Ã l'Ã©gard des anciens rebelles, qui forment maintenant la majoritÃ© du gouvernement. Â«Â C'est leur vengeanceÂ Â», a-t-il ajoutÃ©.M. Kavumbagu a dÃ©clarÃ© que cinq gouvernements successifs l'avaient arrÃªtÃ© pour ses reportages. Â« Les arrestations arbitraires doivent cesser. C'est ma cinquiÃ¨me arrestation, mais je n'ai jamais Ã©tÃ© condamnÃ©Â Â», a-t-il ajoutÃ©, soulignant qu'il est dÃ©tenu avec des criminels de droit commun dans une prison conÃ§ue pour 800 dÃ©tenus mais qui en abrite 3.500 actuellement.L'avocat de la dÃ©fense, Gabriel Sinarinzi, a dÃ©clarÃ© au CPJ que la procÃ©dure contre son client est irrÃ©guliÃ¨re et que la libertÃ© sous caution lui a Ã©tÃ© refusÃ©e Ã plusieurs reprises, mÃªme si son dossier d'arrestations antÃ©rieures montre qu'il ne reprÃ©sente aucun risque de fuite.Lors de ses rencontres avec les autoritÃ©s burundaises, le CPJ demandÃ© l'abandon des charges retenues contre ce journaliste, soulignant qu'il devrait au moins Ãªtre libÃ©rÃ© sous caution pendant que son affaire est en instance.Quant au premier vice-prÃ©sident burundais, il a refusÃ© tout commentaire sur les dÃ©tails de l'affaire Kavumbagu, mais il a reconnu que certaines affaires trainaient en longueur inutilement. Â«Â Il ya beaucoup d'abus commis dans le systÃ¨me judiciaire Â», a dÃ©clarÃ© M. Sinunguruza au CPJ, ajoutantÂ : Â«Â j'ai dit, lors d'une rÃ©union Ã huis clos avec les hauts fonctionnaires (de justice), qu'ils doivent s'occuper de ces cas, accÃ©lÃ©rer les procÃ©dures judiciaires et Ã©viter la corruption, car elle ruine notre imageÂ Â».Â